

Aurélia LAMY *
(France)

LA MÉDIATISATION DU DISCOURS POLITIQUE : UN FACTEUR DE MOBILISATION INTERNATIONALE. L'EXEMPLE DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

Résumé: Durant les jours qui suivent les attentats du 11 septembre 2001, le discours politique est omniprésent, non seulement en tant qu'acte de langage construit, mais également en tant qu'acte de communication relayé en permanence par les médias. Cette médiatisation conduit à un processus social identitaire, il a pour fonction autant la mise en exergue de valeurs communes que le maintien d'une disposition favorable à ces valeurs. Nous nous interrogeons ici sur le rôle des médias dans le champ politique, en tant qu'ils auraient une influence sur les stratégies de communication et les discours politiques. Par la mise en exergue des logiques de raisonnement contribuant à promouvoir la riposte, nous tentons d'évaluer la manière dont le discours politique, effectué dans l'urgence – dans une situation de crise de surcroît – peut être créateur d'un consensus tant politique, qu'idéologique, émotionnel et identitaire.

Mots clés : Consensus, communication de crise, discours de légitimation, identité, médiatisation, opinion publique.

Abstract: *Political speech mediatization : a factor of international mobilization. Nine eleven example.* Following nine eleven attacks, political speech is omnipresent, not only as an act of built language, but also as an act of communication relayed permanently by the media. This mediatization leads to a social identity process, its function is as much the forward setting of common values than the maintenance of a positive provision to these values. We wonder here about the role of the media in the political space, as they would have an influence on the communication strategies and the political speeches. By the forward setting of logics of reasoning contributing to promote the military response, we try to evaluate the way the political speech, carried out in urgency - in addition in a situation of crisis - can be a political, ideological and emotional creator of consensus.

Key words : Consensus, crisis communication, legitimacy speech, identity, mediatization, public opinion.

Le 11 septembre 2001, les États-Unis doivent faire face au « premier grand crime de ce siècle ». Les attentats, relatés dans tous les médias, diffusés en boucle sur toutes les chaînes de télévision françaises, initient une situation de crise

* Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE), Université Rennes 1, aurelialamy50@hotmail.com

idéologique et politique. Ainsi, les hommes politiques se doivent d'être présents médiatiquement non seulement pour soutenir le peuple mais surtout prendre les mesures qui s'imposent et les publiciser.

Le politique réfère à tout ce qui organise et problématise la vie collective au sein d'une société, au nom de certains principes, de certaines valeurs qui sont autant de références morales. Le champ du politique est le « gouvernement de la parole » comme le dit Marc Augé. Discours et politique sont donc deux notions intrinsèquement liées. Le discours politique induit des schèmes de pensée, il diffuse des valeurs qui servent de référence à la construction des opinions et des positionnements idéologiques des citoyens. Ici, le discours politique s'attache à construire des images d'acteurs et à user de stratégies de persuasion et de séduction par le biais de divers procédés rhétoriques. En tant qu' « outil d'inter-communication [le discours politique] situe les sujets dans un rapport d'appropriation, outil de persuasion, [il] les situe dans une relation de co-construction des mondes de leurs actions, et de leurs symboles » (Ghiglione, 1989 : 80). Dès le premier impact, et durant les jours qui suivent les attentats, le discours politique est omniprésent, non seulement en tant qu'acte de langage construit, dont l'enjeu est l'élaboration et le partage d'un système de pensée, mais également en tant qu'acte de communication relayé en permanence par les médias.

Aborder l'analyse du discours politique n'est pas chose aisée. Face à la crise initiée par les attentats, les contraintes structurelles de la situation de communication politique sont fortes, il est nécessaire de les prendre en considération avant toute interprétation discursive. Parler de discours politique revient alors à s'interroger sur l'organisation du langage et surtout sur ses effets psychologiques et sociaux en situation de crise. Notre étude donnera donc lieu à une analyse du langage utilisé principalement par le président américain, il nous est difficile d'évaluer les effets psychologiques et sociaux de ces discours, par conséquent, nous ne ferons qu'évoquer les « préconstruits » idéologiques. Cette analyse discursive nous permettra de mettre en évidence la manière dont la médiatisation du discours politique parvient à induire un consensus national et international autour de la riposte. Ce consensus s'exerce par une qualification commune des faits, il est porté par un homme et s'applique autant au domaine politique, militaire, qu'idéologique et émotionnel.

La notion de discours prévoit non seulement l'existence du langage, en tant que système de la langue, mais également celui d'actes de langage qui circulent dans le monde social, en l'occurrence l'espace médiatique. Pour Pécheux (1990) « le discours s'étaye toujours sur du discursif préalable », en effet, ces actes de langage, exercés dans l'urgence, renvoient à des univers de pensée et à des valeurs

qui s'imposent historiquement dans la société américaine¹. Nous appréhendons le discours politique comme un acte de communication, où l'objectif principal est « d'influencer les opinions afin d'obtenir des adhésions, des rejets, ou des consensus. Il en résulte des regroupements qui constituent ce qui structure une partie de l'action politique – notamment les déclarations télévisuelles – et construisent des imaginaires d'appartenance communautaire » (Charaudeau, 2005 : 30). Pour éclairer nos questionnements, nous nous interrogeons sur le rôle des médias dans le champ politique, en tant qu'ils auraient une influence sur les stratégies de communication et les discours politiques. Les conditions de médiatisation sont ici atypiques – TF1 et France 2 diffusent plus de 17h de programmes relatifs aux attentats en trois jours. Nous sommes consciente qu'il est difficile de mesurer la nature et l'importance des rapports d'influence entre médias et opinion, par conséquent, nous nous intéressons particulièrement à la manière dont le public est pris en considération dans les discours politiques au lendemain des attentats, ainsi que sur les processus rhétoriques d'influence de l'opinion publique. Ainsi, nous nous positionnons dans une problématique du discours politique en tant que processus d'influence sociale. Nous interrogeons plus particulièrement la question du discours politique en tant qu'inscrit dans une pratique sociale, en tant que forme du langage circulant dans un espace public et médiatique caractérisé par une communication de crise où s'érigent des rapports de force entre individus et organisations dominantes. Un double choix s'offre alors, l'espace public peut rester le lieu des débats, des valeurs contradictoires ou devenir progressivement l'espace de réification des valeurs égalitaires, rationalistes, démocratiques.

Pour réaliser cette étude, nous avons choisi de ne pas appliquer de traitement statistique du corpus, celui-ci étant trop restreint. Nous essayons toutefois, par l'étude des termes employés, de déterminer des univers sémantiques et le positionnement idéologique revendiqué par le président américain. Par la mise en exergue des logiques de raisonnement contribuant à promouvoir la riposte, nous tentons d'évaluer la manière dont le discours politique, effectué dans l'urgence – dans une situation de crise de surcroît – peut être créateur de consensus idéologique. Cette étude a pour ambition de prendre en considération non seulement la dimension analytique du contenu des discours mais également l'analyse des mécanismes de communication susceptibles d'influencer la réception du contenu discursif. Nous interrogeons donc non seulement les fonction référentielle et métalinguistique du discours qui « renvoient à la construction des univers de références », mais également à la fonction communicative, « à la construction de la

¹ Citons à ce propos les nombreuses références à Pearl Harbor qui ponctuent les interventions médiatiques et font écho au vocabulaire guerrier employé par le chef de l'état américain.

relation interpersonnelle, comme participant de l'univers communicatif ici et maintenant » (Ghiglione, 1989 : 83).

Nous avons choisi de travailler à partir de trois discours de Georges W. Bush proférés dans les heures qui suivent les attentats : le premier déclamé à Sarasota le 11/09 après le second crash, le second à Barksdale dans l'après-midi, le dernier prononcé du Bureau Ovale dès son retour à Washington. Ces discours obtiennent un écho considérable dans la classe politique internationale. D'autres interventions d'hommes politiques² viendront en complément pour confirmer notre analyse de la construction du lien social par le discours politique médiatisé suite aux attentats du 11 septembre 2001.

L'étude de contenu de ces discours et l'examen de leur médiatisation nous permet de dégager des lignes de force dans la création du consensus lié à la riposte et au soutien américain. Ainsi, dans un premier temps, nous évaluerons ces discours dans le contexte de crise qui les détermine. Nous verrons comment l'exceptionnalité des attentats induit une requalification des faits, qui conduit à une appréhension commune de l'événement, et permet au nouveau président américain d'obtenir ses lettres de noblesse en bénéficiant d'une nouvelle légitimité auprès de l'opinion publique et en devenant le cheval de Troie de la « croisade contre le terrorisme ». Une deuxième partie de cette étude nous conduira à nous intéresser plus particulièrement au lien entre discours politique, espace médiatique et espace public. En effet, les médias jouent un rôle déterminant dans la diffusion des opinions et des affects exprimés dans les discours politiques. Nous mettrons ainsi en exergue les modalités de création du consensus autour de ces deux notions centrales.

1. Des discours ancrés dans une communication de crise

Charaudeau nous précise que « l'art du discours politique est l'art de s'adresser au plus grand nombre pour le faire adhérer à des valeurs communes » (Charaudeau, 2005 : 187), ceci est d'autant plus efficace dans une situation où tous les référents identitaires sont remis en cause. Le 11 septembre induit une situation de crise à laquelle le chef de l'état américain doit faire face. Le discours politique oscille entre deux récits des faits : on aborde les attentats comme un état de fait qui vient prouver l'existence du « mal » évoqué depuis longtemps par le président américain ; on en parle également comme un état potentiel, ce qui a pour objectif

² Tony Blair, discours tenu à la tribune du Congrès annuel des Syndicats à Brighton, le 11/09/01 ; Jacques Chirac ; Vladimir Poutine, allocution télévisée sur *RTR* ; Ariel Sharon ; Serguëï Iastrajemb, adjoint au président russe ; Mohammad Khatami, président iranien ; le colonel Mouammar Kadhafi, chef de la Jamahiriya Libyenne ; Saddam Hussein sur *Al Jazeera* : interventions diffusées sur *TF1* et *France 2*, le 11/09/01.

de créer une situation d'attente qui oblige à envisager l'existence d'un mal plus globalisant, générateur d'angoisses, en l'occurrence le terrorisme international. Ainsi, le discours politique sur les attentats oscille entre « domaines de contraintes » lié à l'urgence de l'événement et « domaine d'initiatives » personnelles ou collectives (Hagège, 1985). En requalifiant l'événement, en accentuant certains faits, le président américain contribue à unifier la perception des attentats dans l'espace public, ceci par le biais des instances médiatiques, « le langage est [ici] la condition mais aussi le produit de la culture partisane » (Gerstlé, 2004 : 232). Les discours de Georges W. Bush, diffusés en boucle dans les médias français, lui donnent surtout l'occasion de s'affirmer en tant que chef d'état et chef de guerre face à un peuple en situation d'attente.

1.1. Une requalification des faits et des acteurs : l'attrait du manichéisme

Face à l'urgence de donner une information juste au plus grand nombre dans un minimum de temps, le discours politique entre dans un double procédé de singularisation et d'essentialisation. Dès lors « toute définition de la situation est construite selon des principes d'organisation qui structurent les événements, [...] opère une stratification de la réalité » (Goffman, 1974b), ceci donne lieu à l'utilisation de formules significatives servant à qualifier et ainsi « cadrer » l'événement.

Les attentats sont présentés dans un premier temps comme un événement portant atteinte au pays : « tragédie nationale », « attaque terroriste dirigée contre notre pays », Jacques Chirac insiste pour soutenir le peuple américain dans cette « dramatique épreuve », il parle d' « épouvantable tragédie ». Alors, ce n'est pas l'événement en tant que tel qui est incriminé mais le fait que les États-Unis aient été pris pour cible, le président américain clarifie les faits sans laisser apparaître trop d'émotions. Le temps ayant raison de l'apparente objectivité de Georges W. Bush, les attentats sont ensuite requalifiés de « viles attaques », « actes terroristes délibérés et meurtriers », « actes de terreur pernicieux et méprisables », « actes funestes », « meurtres de masse » ; Vladimir Poutine les qualifie d' « actes terroristes barbares », d' « actes inhumains », Jacques Chirac parle d' « attentats monstrueux ». Le vocabulaire affectif transparaît par l'usage de termes forts accompagnés de signifiés communs, l'idée de meurtre est récurrente et provoque « indignation et révolte » (Vladimir Poutine). En qualifiant l'événement de cette manière on en arrive à inférer l'idée de volonté dans l'action, requalifier l'événement induit une redéfinition des coupables, ils sont « vils », « meurtriers », « méprisables », « barbares », « inhumains », « monstrueux ».

Ainsi, par la qualification des faits, le discours politique permet déjà d'établir une opposition entre les victimes et les coupables, entre les « innocents »

(Vladimir Poutine) et leurs bourreaux. Les discours sont alarmistes, ils cherchent à toucher le public en induisant un sentiment de crainte vis-à-vis de l'« autre » et le besoin d'une réponse concrète à ces attaques, l'auditoire est d'autant plus atteint que nous sommes dans une situation de crise politique et sécuritaire. Face aux terroristes qui cherchent à les annihiler, les américains cherchent à défendre leur pré carré identitaire. Les discours portant sur le consensus identitaire en arrivent donc à produire des discours d'exclusion. La désignation des coupables est par conséquent elle aussi plurielle : ils sont « auteurs de cet acte », « responsables » mais ils sont surtout ceux qu'on accuse sans pouvoir les voir : « la lâcheté sans visage », « ceux qui se cachent derrière ces actes funestes ». Ils sont présentés comme presque inhumains, ils représentent « ce qu'il y a de pire dans la nature humaine », sont synonymes de mort, ce sont de « fanatiques qui sont complètement indifférents au caractère sacré de la vie humaine » (Tony Blair). Ils peuvent ainsi être évoqués en tant qu'individualités, mais ils sont le plus souvent globalisés sous le terme de « terroristes ». Les propos sont alors encore plus virulents, le terrorisme est un nouveau « fléau » (Tony Blair), « la peste du 21^{ème} siècle » (Vladimir Poutine). À ce sujet les discours renvoient à un imaginaire fantastique, presque irréel, rappelant les scénarios de fiction hollywoodiens : les terroristes sont « les forces des ténèbres », « les forces du mal » (Ariel Sharon). Ainsi, le discours politique parvient à construire des visions de monde unifiées et cohérentes, nous rejoignons alors Murry Edelman (1971) pour qui « mythes et métaphores (politiques) permettent aux hommes de vivre dans un monde dont les causes sont simples et ordonnées, et dans lequel les solutions sont apparentes ». Ceci est particulièrement flagrant le 11 septembre, à 20h30, lorsque Georges W. Bush annonce : « Nous ne ferons pas de distinction entre les terroristes et ceux qui les protègent », il enjoint ainsi tous les états à appuyer la réaction américaine et interpelle l'opinion publique qui doit légitimer la politique adoptée et renforcer les rapports de force qui la fondent et la rendent possible. Bien plus que les kamikazes, ce sont des nations entières qui sont alors mises en accusation.

C'est dans cette stigmatisation de la source du « mal » qu'il faut inscrire les stratégies de disqualification de cet « autre » adversaire. Ici on disqualifie les objectifs des terroristes en y opposant le rassemblement d'une nation : « Ces meurtres en masse visaient à effrayer notre nation et à la plonger dans le chaos et le repli. Mais ils ont échoué [...] Les attentats terroristes peuvent ébranler les fondations de nos immeubles les plus hauts, pas les fondations de l'Amérique ». On disqualifie les conséquences négatives voulues sur le peuple américain par l'image d'une nation unie et forte : « Un grand peuple s'est levé pour défendre une grande nation », « nous y avons répondu par de qu'il y a de meilleur en Amérique ». Georges W. Bush stigmatise l'adversaire pour mettre en évidence la menace qu'il incarne et lui opposer une résistance sans faille ayant pour but de fédérer la population américaine autour de valeurs communes, afin que ces « personnes,

vivant dans l'espace de la relation qui les instaure [...] s'identifient en quittant la clôture de l'individualité et s'actualisent par l'exercice de leur compétence communicative » (François Jacques cité in Armangaud, 1984). Ces dispositifs d'attaque et de défense sont organisés dans un discours où l'affect prend le pas sur la raison. L'« autre » est avant tout celui qui suscite la peur, et dont il est rationnel de se méfier. Ces discours « à chaud » sur l'événement conduisent à une narrativisation des faits, il est difficile de faire la part entre la réalité et la fiction. Dans les discours médiatiques, le « récit des événements » propose des figures opposées, les bons et les méchants, le bien et le mal. Cette opposition est très présente dans les discours de Georges W. Bush : « Aujourd'hui notre pays a vu le mal ». Les figures négatives des scénarios développés recouvrent celles des ennemis de l'Amérique, elles donnent une vision peu flatteuse du reste du monde, surtout du Proche-Orient, région accusée en permanence de nourrir les foyers du terrorisme international. Ainsi, le président américain va pouvoir se positionner en défenseur des intérêts américains et internationaux, en leader politique et militaire dans la guerre contre « l'axe du mal », mais également en guide protecteur, par un soutien sans faille au peuple et une compassion débordante envers les victimes.

1.2. Une légitimation du nouveau président américain

Pour Georges Bush, il y a « l'avant » et « l'après » 11 septembre 2001. « Le premier jour, pâle, Georges W. Bush a peur. Le deuxième, il improvise, sans notes. Le troisième, il harangue le monde » (Olivier Royant, *Paris Match*, le 27/09/01 : 77). À la fin de la semaine, il se veut rassurant en montrant un visage plus humain et en évoquant comme Roosevelt le « chaleureux courage de l'unité nationale ». C'est à Camp David qu'il cherche à prouver à son pays l'accord d'une équipe expérimentée sur les conditions de la riposte. Les sondages lui sont alors très favorables³, l'horreur et l'affliction ravivent le respect des États-Unis pour ses institutions. Tout le monde se rallie à Georges W. Bush, même le parti démocrate épure son site web de ses critiques acerbes contre le président et annule un meeting de mobilisation. Georges W. Bush entend « répondre à ces attaques et libérer le monde du mal ». Il prend immédiatement conscience des faits et du rôle qui lui incombe en période de crise, le contexte va donner toute leur force à ses allocutions, il est en position de « faire l'histoire », sa performance oratoire est secondaire⁴. À l'instar de Dayan et Katz, nous pourrions alors parler de « cérémonie(s) transformative(s) » (1995⁵).

³ Sondage d'opinion réalisé aux États-Unis le soir du 11 septembre, commandité par le Washington Post et ABC.

⁴ À ce sujet, se référer à l'article de J.-J. Courtine, 1990.

⁵ Cette notion est particulièrement développée dans leur ouvrage de 1996, *Les cérémonies télévisuelles*.

La figure du personnage représenté par le président américain se fait dans le cadre du surgissement de l'événement unique. Ce contexte produit des images symboliques fortes, liées une temporalité faible. Ceci réfère à ce que Charaudeau nomme l'« ethos » (2005 : 87), « ce que nous sommes et [...] ce que nous disons ». Cette idée relève d'une perception à travers des représentations sociales qui tentent à essentialiser la vision de l'événement. L'ethos multiple qu'il va proposer par ses interventions médiatiques acquiert toute sa force par l'utilisation de phrases fortes de sens qui deviennent les leitmotifs de l'événement : « Le sang, la sueur et les larmes » ont consacré Winston Churchill, « le jour d'infamie de Pearl Harbor » a grandi Franklin D. Roosevelt, « la lâcheté sans visage » légitime Georges W. Bush dans son rôle de Président. William A. Gamson (1992) montre que le discours constitue une référence parmi d'autres permettant de donner au public un sens aux enjeux politiques, dès lors « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais [...] le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (Foucault, 1971).

Ainsi, Georges W. Bush prend vite la place du commandeur, du chef de guerre, il garantit la survie du groupe social. Il est la personne qui rassemble le peuple idéologiquement dans le partage de valeurs communes, émotionnellement, mais également physiquement dans des actions de commémoration et de soutien aux familles des victimes. Il propose la figure de l'homme sage et déterminé. Il est garant du passé et tourné vers l'avenir. Ses propos rappellent ses valeurs, celles dans lesquelles il s'incarne, il aborde ainsi les grandes questions politiques relatives au bien commun : l'identité nationale du peuple, la solidarité internationale : « l'audace de nos sauveteurs, les soins portés à autrui ». En tant que commandeur, il fait preuve de déterminisme quant à la marche à suivre pour vaincre le terrorisme et se montre autoritaire et agressif en adoptant un discours « performatif » au sens de John-Langshaw Austin (1970). C'est la figure du chef de guerre qui transparaît dans les discours de déclaration de guerre contre l'ennemi, et de coalition face au « mal ». Georges W. Bush déclare ainsi qu'il veut retrouver Oussama Ben Laden « mort ou vif »⁶. En dénonçant « l'ennemi public numéro 1 », en déclarant la guerre contre « l'axe du mal », Georges W. Bush colle parfaitement à cette image de chef de guerre prophétique. Il s'agit alors de proposer un raisonnement causal en s'appuyant sur des croyances fortes supposées partagées par tous et de les renforcer en apportant des arguments destinés à produire un effet de preuve. « S'appuyant sur des énoncés qui se donnent à voir comme de simples constats sur la nature des choses plutôt que comme des opinions [...] ce discours construit en permanence son référent ultime, la “ majorité silencieuse ”, le “ peuple ”, la “ nation ” » (Le

⁶ Cette citation fera également figure de leitmotiv dans les discours médiatiques portés sur les interventions du président américain. L'expression « mort ou vif » induit un imaginaire de western, cette référence est par ailleurs utilisée par Saddam Hussein, lors d'une intervention sur Al Jazeera suite aux attentats, où il qualifie Georges W. Bush de « cow-boy américain ».

Bart, 1998 : 34). En effet, on ne peut pas ne pas être d'accord avec certaines valeurs évoquées par Georges W. Bush notamment le respect de la vie humaine, la liberté. Il use ainsi d'arguments qui justifient sa volonté d'agir pour sortir honorablement de la crise, il assume personnellement cette volonté « j'ai parlé au vice président », « j'ai donné l'ordre », « je veux rassurer le peuple américain » et justifie le besoin de riposte par la menace induite par les terroristes : « la lâcheté sans visage s'en est pris ce matin à la liberté ». Cet engagement personnel est accentué par la présentation d'actions coordonnées au niveau du gouvernement américain, ces références apparaissent dès le second discours où il évoque pour la première fois ses compétences de leader des relations internationales entretenues notamment avec l'Europe pour lutter contre le terrorisme : « Nos militaires sont en alerte à l'intérieur du pays et dans le monde entier. Nous avons également pris les mesures indispensables de sécurité (...) ». Cet « ethos de compétence » révèle le savoir et le savoir-faire de l'homme politique, la compétence est la première des qualités à mettre en avant face à l'opinion publique. Georges W. Bush, président « mal élu », a le devoir de prouver qu'il a les moyens nécessaires à la réussite de la riposte. Cet ethos de compétence est renforcé par un ethos de puissance, le président américain se montre conquérant, redoutable, l'ethos de courage participe de cet imaginaire de force. Pour faire face à l'adversité, Georges W. Bush a recours à la stratégie de l'avertissement : « la liberté se défendra », « les États-Unis poursuivront et puniront les responsables », il pose ainsi les limites de son action et de ses opinions. Discours et action sont deux notions interdépendantes en politique, la première incite à la seconde, la seconde motive la première : « L'action muette ne serait plus action parce qu'il n'y aurait plus d'acteur, et l'acteur, le faiseur d'actes, n'est possible que s'il est en même temps diseur de paroles » (Arendt, 1985). Ainsi la prestation oratoire du président américain est mise en scène, il s'adresse au public, utilise un hygiaphone, marche au milieu des décombres, prend un pompier par l'épaule, porte le drapeau américain... Langage et action sont ici deux composantes de l'échange : « L'acte ne prend un sens que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire » (Arendt, 1985). Il établit fréquemment un lien de causalité entre ses décisions et leurs conséquences sur la réalité, on parle alors de « discours d'imputation » (Le Bart, 1992). Ainsi, le discours a deux objectifs : éveiller chez l'auditoire un intérêt pour les idées du président, construire la figure du leader à l'aspect salvateur.

Le président est lui-même mis en scène par son discours, il doit laisser à son auditoire une « impression idéalisée » au sens d'Erving Goffman (Goffman, 1974a). Sa manière de parler est empreinte d'authenticité, il établit ainsi un lien de proximité avec le public. Pour un homme politique, public et publicisé, être humain se mesure à sa capacité à faire preuve de sentiments, de compassion envers ceux qui souffrent, d'empathie envers les victimes : « des milliers de vies ont

brusquement été fauchées », Jacques Chirac insiste sur le partage de ce drame : « j'imagine les sentiments que chacun d'entre vous éprouve ce soir », « nos pensées vont en particulier à toutes les victimes, à leurs familles, à leurs proches ». Faire preuve de sentiments ne signifie pas faire preuve de faiblesse, le président américain doit donc montrer qu'il sait contrôler ses sentiments, « des images d'avions percutant en vol des immeubles [...] nous ont emplis de stupeur, d'une terrible tristesse et d'une colère calme mais sans faille ». Face au nombre conséquent de victimes, l'ethos de solidarité est au cœur des discours politiques. Georges W. Bush fait non seulement preuve d'empathie, il fait attention aux besoins et aux souffrances des américains, mais il les partage également : « les victimes se trouvaient dans des avions et des bureaux : c'était des secrétaires, des hommes et des femmes d'affaire, des militaires et des fonctionnaires fédéraux, des mères et des pères, des amis et des voisins ». Cette solidarité se caractérise par la volonté d'être ensemble, de ne pas se distinguer des autres membres du groupe et surtout de faire corps avec eux dans une situation de crise. Il partage les mêmes idées, les mêmes points de vue, il les initie. Plus que de la compassion, la solidarité consiste en un partage des souffrances. Pour que se manifeste cette solidarité, il faut une idée à défendre, un groupe qui s'identifie comme porteur de cette idée, des circonstances qui déclenchent ce sentiment identitaire, en l'occurrence les attentats. Suite à l'événement ce processus identitaire transparait dans l'empathie, dans la cohésion internationale autour d'un certain nombre d'idées fortes : la liberté « la liberté se défendra », la justice « les États-Unis puniront les coupables », l'altruisme « nous y avons répondu par ce qu'il y a de meilleur en Amérique : l'audace de nos sauveteurs, les soins portés à autrui », l'unicité de la nation « le terrorisme ne sera pas toléré contre notre nation », « un grand peuple s'est levé pour défendre une grande nation ». Ces idées diffusées en boucle dans les médias n'en gagnent que plus de force et d'impact auprès de l'opinion publique, elle accentuent l'idée de cohésion identitaire internationale : « Nous sommes tous américains ».

Par l'assimilation de ces ethos associés, Georges W. Bush devient une réelle effigie au sens de Charaudeau (Charaudeau, 2005 : 64), il propose un tempérament marqué qui allie la parole à un comportement déterminé, des circonstances historiques, et un savoir créer l'événement. En effet, « l'effigie n'est possible qu'à la mesure des traces qui sont laissées dans l'histoire de manière indélébile ». Gerstlé précise que « la médiatisation affecte le travail des gouvernants et leur conduite des affaires notamment en accentuant le souci de visibiliser leur action et ses prolongements en termes de popularité » (Gerstlé, 2004 : 46). Relayés médiatiquement, répétés inlassablement, les discours du président américain entrent dans les mémoires collectives et construisent un consensus identitaire tant auprès de la classe politique internationale, qu'auprès de l'opinion publique.

2. Des discours relayés médiatiquement : la création d'un consensus international

La requalification de l'événement a construit une vision commune des faits dans l'espace public, c'est par la virulence et la conviction exprimée par Georges W. Bush que la population américaine s'engage dans des actions de solidarité et un soutien à la riposte. Par les médias, les discours deviennent accessibles à l'opinion publique, parallèlement, eux-mêmes accèdent à cette opinion publique qui donnera leur légitimité aux propos. Ainsi, « on passe de l'échange indéterminé à la lutte explicite pour le contrôle des représentations collectives, les médias faisant une entrée spectaculaire dans le processus » (Gerstlé, 2004 : 11-12). En effet, les médias conduisent à internationaliser ces interventions, ils permettent surtout de les mettre en parallèle avec d'autres interventions politiques qui corroborent les dires du président américain. Ainsi, la cohésion dans les valeurs à défendre alliée à une approche affectuelle prédominante conduit à un consensus quant à la réponse à donner aux attentats du 11 septembre.

2.1. Opinion publique et discours politique

Dans toute communication entrent en jeu des individualités qui ne peuvent trouver leur place que par rapport à d'autres. Cette relation à l'autre est au cœur du processus médiatique de diffusion des discours politiques. C'est donc dans le cadre du principe d'altérité, où l'homme politique prend conscience de son auditoire, que se développe un principe d'influence, où le but ultime est le partage des opinions. Les discours du président Bush sont positionnés dans le champ de l'action : action voulue et évoquée à destination des auteurs des actes terroristes, action sur le récepteur, cet « autre » de la communication médiatique : « L'enjeu de toute phase de communication politique reste bien la décision et l'action politique » (Wolton, 1995 : 114). C'est donc l'action qui est première dans le discours politique. Elle a pour but de répondre au bien commun, à un problème posé et publicisé tant dans l'espace politique que dans l'espace public. Le premier peut être défini comme le lieu des affrontements, des prises de positions tranchées, c'est le lieu où l'homme politique acquiert sa légitimité à travers la construction d'opinions. L'espace public quant à lui est le lieu où se met en place un rapport de force entre instance politique et opinion publique, autrement dit instance citoyenne⁷, s'établit alors une mise en variation entre parole de persuasion et parole de séduction visant à établir un rapport d'autorité entre le « chef » de l'état et les citoyens. Dominique Wolton a avancé à ce sujet la notion de « communication politique », c'est « l'espace où

⁷ Celle-ci inclut des individus qui ont conscience d'avoir un rôle à jouer dans l'organisation politique de la vie sociale.

s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique » (Hermès, n° 4, 1989)⁸.

L'opinion publique dont nous parlons est la première cible visée par les instances politiques et médiatiques. Elle se construit sur « des affects qui sont ensuite rationalisés. Plus l'opinion est généralisée et partagée par un grand nombre d'individus, plus sa base affectuelle est prégnante, et plus la rationalisation devient ténue » (Charaudeau, 2005 : 195). En effet, « les médias parviennent à supplanter l'expérience individuelle dans la formation des attitudes et constituent donc une source de dépolitisation de l'expérience personnelle » (Gerstlé, 2004 : 98), Diana Mutz (1998) parle à ce sujet d'« influence impersonnelle ». En situation de crise, l'opinion publique se construit entre essentialisation et fragmentation. Essentialisation par ce mécanisme qui convertit une opinion relative qui pourrait être discutée en opinion collective absolue, au nom d'une raison identitaire, ce mécanisme est agrémenté à la fois par les médias qui accentuent par leur commentaire le caractère dramatique de l'événement, et par les politiques qui exacerbent les passions. Fragmentation du fait de la multiplication des opinions collectives qui entrent en conflit et créent des antagonismes, des conflits que la mémoire collective retient souvent comme le fondement d'un « grand » événement.

Les attentats du 11 septembre induisent une profonde modification de l'espace public tel que nous venons de le définir, appréhendé comme espace de discussion, il devient lieu de persuasion pour les hommes politiques s'exprimant sur l'événement. Les arguments liés à la raison ou à l'affect ont alors pour but d'amener le public à adhérer aux choix idéologiques et politiques du président américain. Ici, l'exceptionnalité de l'événement induit une propagation d'arguments affectuels, le discours politique se doit de gérer les réactions passionnelles de colère, de peur, de tristesse en induisant une volonté de partager la douleur américaine, d'éprouver avec les autres, de partager des représentations sociales en lien avec l'événement. Ces représentations ont pour fonction de permettre l'interprétation de « la réalité qui nous entoure d'une part en entretenant avec elle des rapports de symbolisation, et d'autre part en lui attribuant des significations » (Guimelli, 1999 : 64). Elles sont constituées de l'ensemble des opinions produites et partagées par les individus d'un même groupe. Ici, les représentations s'exercent dans le champ événementiel ce qui induit un ordonnancement des informations autour d'une expérience commune des faits véhiculée dans les médias. Ces représentations constituent des façons de voir et de juger, à travers des discours politiques et médiatiques qui engendrent des savoirs,

⁸ Norris reprend ces notions en 2000 en définissant la communication politique comme « un processus interactif concernant la transmission de l'information entre les acteurs politiques, les médias d'information et le public ».

c'est à partir de ces savoirs que s'élaborent des systèmes de valeurs, de pensée, mélange de connaissances, de jugement et d'affect. Pour qu'il joue son rôle de ciment identitaire, ce système de valeur doit être partagé par l'ensemble des membres de la communauté, sa circulation est ici assurée par une instance légitimée et omniprésente : les médias.

2.2. Le rôle des médias dans la création du consensus

Dominique Wolton reconnaît que « la publicisation, par l'intermédiaire des médias a l'avantage de faciliter le passage des problèmes et discours dans l'espace public : tout est devenu discutable » (1995). Toutefois, pour toucher l'auditoire, il faut que les citoyens soient « disponibles », cette disponibilité d'esprit, ce sont les médias qui la garantissent par la diffusion exclusive, en boucle, des attentats. Nous sommes aujourd'hui dans ce que beaucoup appellent une société de médiatisation qui contribue d'une part à forger un lien ténu entre monde politique et société civile, ce lien étant représenté dans un nouvel espace de communication où l'agir communicationnel domine ; d'autre part à unifier ces univers par la publicisation des acteurs, des idées, des actions, par la construction d'un « sens commun » à l'événement. Se constitue ainsi le lieu d'une opinion collective dont les individus sont à la fois producteurs et spectateurs. Cette communauté produit un « être avec » au sens d'Hannah Arendt, « un en-commun », un facteur de consensus. Nous rejoignons ici Marc Augé (1994) pour qui « l'intervention politique [...] traite une altérité (celle du public en général et des adversaires en particulier) et tente d'établir [...] un "consensus" ou une majorité, c'est-à-dire l'affirmation d'une identité relative à une question particulière ou à la conduite des affaires de l'état ». Charaudeau parle notamment d'« ethos collectif » (2005 : 90) construit uniquement par « vision apriorique, apparition d'une identité émanant d'opinions collectives vis-à-vis d'un groupe opposé ».

L'espace médiatique est donc bien ce qui lie l'instance citoyenne à l'instance politique. En situation de crise, l'influence politique se joue aussi bien sur le terrain de l'émotion que sur le terrain argumentatif. Le discours de l'instance médiatique est ainsi pris entre une visée de captation qui l'engage à la dramatisation des événements et une visée de crédibilité qui l'oblige à être critique et objectif envers les discours qu'elle profère⁹. Dans le cas des attentats, c'est la première qui prévaut. Outre la constitution d'un univers de croyance particulièrement présent dans les champs lexicaux récurrents dans les discours politiques (mort, catastrophe, massacre, crime, compassion...), les médias

⁹ Les contraintes liées au système d'information médiatique sont développées par Michel Rocard en 1987 (*Le cœur à l'ouvrage*, Institut international de géopolitique). Il évoque notamment la transparence, l'instantanéité, la redondance de l'information, sa diffusion circulaire, la symbolisation de l'information en termes de dramatisation et de spectacularisation.

rapportent l'événement à des scénarios dramatiques afin de susciter des mouvements émotionnels, d'antipathie vis-à-vis des agresseurs, de sympathie vis-à-vis des sauveteurs, de compassion vis-à-vis des victimes. On concentre l'attention du public sur le geste exemplaire de son rassemblement et de sa solidarisation, c'est la communauté telle qu'elle doit être, on assiste à une mobilisation politique internationale : « L'explication [de ce mouvement de solidarité] tient à l'unidimensionalisation de l'identité politique dans son aspect national et dont le président est l'incarnation et le symbole [...] Georges W. Bush passe de 50 % le 10 septembre, à 90 % de soutien, le 22 septembre 2001 » (Gerstlé, 2004 : 184-185). Ce soutien est confirmé par la répétition d'interventions d'hommes politiques européens mais également internationaux. On montre ainsi à la population qu'ils ont pris conscience de l'ampleur de l'événement et s'apprêtent à prendre des décisions radicales afin d'éviter qu'un tel drame ne se reproduise : « j'ai donné l'ordre que tous les moyens soient mis en place pour mener une enquête d'envergure ». L'objectif de ce type de discours est de transformer des opinions empreintes d'émotion, à travers la construction identitaire des acteurs du monde politique. Ces derniers sont distingués car ils interviennent en tant que représentants d'une nation. On nomme leur fonction, les pays, les gouvernements auxquels ils appartiennent, montrant par là que la communauté internationale est mobilisée en soutien aux Américains et contre le terrorisme. La désignation de ces acteurs se fait de manière collective (les Américains, les Français), mais le plus souvent personnelle (Georges Bush, Jacques Chirac, Vladimir Poutine). Ces nominations tendent à induire une certaine complicité avec le politique. Ainsi, c'est toujours au nom de la proximité que se justifie la réaction des diplomates, réagir aux attentats est une forme de soutien immédiat aux États-Unis.

Les discours de Georges W. Bush, relayés par les hommes politiques internationaux ont surtout pour but de créer « du » consensus. Les interventions des hommes politiques provoquent un double effet : un effet d'apparente unanimité des pays occidentaux, plus particulièrement de l'Europe, unanimité qui sous-tend une communauté homogène et solidaire face à une menace internationale ; un effet de crainte face aux conséquences des attentats qu'on ne peut encore mesurer mais qu'on doit déjà anticiper. Le président américain opère en appuyant ses discours sur des valeurs morales universelles telles que la liberté, la vie, le combat contre le mal, la solidarité. Cette dernière semble obligatoire « il est de notre devoir humanitaire de nous tenir aux côtés du peuple américain » (Mouammar Kadhafi). Les autres discours permettent d'universaliser le conflit, de lui donner une dimension transnationale, voire internationale : « ce qui s'est produit aux États-Unis nous concerne tous » (Jacques Chirac), Ariel Sharon parle d'« une lutte internationale du monde libre contre les forces des ténèbres ». Le terrorisme est essentialisé : « le terrorisme de masse est le nouveau fléau de notre monde d'aujourd'hui » (Tony Blair), on le met en perspective au niveau mondial « c'est

un défi qui a été lancé à toute l'humanité » (Vladimir Poutine), « ce n'est pas une bataille entre les États-Unis et le terrorisme mais entre le monde libre et démocratique et le terrorisme » (Tony Blair). Par un appel au rassemblement des peuples et à l'union contre le terrorisme on voit déjà se dessiner une riposte menée contre l'axe du mal : « il est du devoir des démocraties de se rassembler et de combattre ensemble pour éradiquer totalement ce fléau » (Tony Blair), « l'union des efforts peut mettre un terme à cette menace » (Sergueï Iastrajemb), « ensemble, nous pouvons vaincre » (Ariel Sharon). Ces réactions répondent aux « discours-appel » (Cotteret et Moreau, 1969) de Georges W. Bush, le « nous » donne alors une impression de socialisation des moyens de légitimation des actions militaires à engager. Relayées par les médias, ces actions politiques permettent de définir la position de chaque peuple par rapport aux attentats et de mettre en avant une « union sacrée », une union internationale où les mêmes valeurs sont montrées, partagées par tous et commanditées par les Américains. Dans *le Monde Diplomatique*, Daniel Lazare précise qu'alors, « le verdict est unanime : les États-Unis ne peuvent pas être coupables ; ils ne sont en rien responsables ; toute déclaration contraire équivaut à prendre part pour l'ennemi ».

En guise de conclusion...

Dans les situations où se constitue l'opinion, et plus particulièrement en situation de crise, les lecteurs-spectateurs sont devant des opinions déjà constituées, des opinions soutenues par des groupes idéologiques ou politiques, de telle sorte que choisir entre des opinions, c'est choisir entre des groupes. Suite aux attentats, le choix semble aisé, on nous propose de soutenir des valeurs universelles telles que la liberté, la solidarité, la vie, auxquelles on oppose le terrorisme, synonyme de mort et de non respect des valeurs démocratiques. Cet apparent consensus de fait ne prend sens que par la diffusion des discours politiques dans l'espace public. C'est cette médiatisation qui construit la réaction à adopter et conduit à un processus social identitaire. En effet, il est difficile de concevoir l'existence d'un groupe social sans l'existence d'une médiation forte qui en constitue le ciment identitaire. Cette médiation est incarnée par un homme, Georges W. Bush, et par une instance, les médias, qui universalisent les discours politiques. Pour Marc Augé, le lien entre discours politique et identité est évident : « Qu'il soit langage du consensus ou langage de terreur, le langage politique est un langage de l'identité ». Cette identité d'abord américaine est véhiculée à l'international, cette internationalisation de l'information conduit à une internationalisation du public. Il est le « vous » auquel les hommes politiques s'adressent. Une opinion consensuelle est nécessaire à la légitimation de l'homme politique dans ses fonctions et à

l'acceptation internationale d'actions militaires de grande envergure. Comme le disait Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1982), « l'autorité advient au langage du dehors », ainsi, le discours politique est ce qui permet, en situation de crise, de vulgariser les émotions, les opinions, de fédérer dans un but commun, de faire admettre les faits tout en les dramatisant, même si le consensus semble au préalable acquis. Le discours politique a ainsi pour fonction autant la mise en exergue de valeurs communes que le maintien d'une disposition favorable à ces valeurs.

Références

- Arendt H., 1985, *Pensée Politique*, Paris, PUF.
- Armangaud F., 1984, « Locuteur en relation : vers un statut de co-énonciateur », *DRLAV*, 30, p. 63-78.
- Augé M., 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier/Critiques.
- Austin J.-L., 1970, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P., 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.
- Calbris G., 2003, *L'expression gestuelle de la pensée d'un homme politique*, Paris, CNRS Éditions.
- Charaudeau P., 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- Cotteret J.-M., Moreau R., 1969, *Le vocabulaire du général De Gaulle*, Paris, Colin.
- Courtine J.-J., 1990, « Les glissements du spectacle politique », *Esprit*, 9.
- Dayan D., Katz E., 1995, « Les cérémonies transformatives », *Hermès*, 17-18.
- Dayan D., Katz E., 1996, *Les cérémonies télévisuelles*, Paris, PUF.
- Edelman M., 1971, *Politics as Symbol Action*, New York, Academic Press.
- Foucault M., 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- Gamson W., 1992, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gerstlé J., 2004, *La communication politique*, Paris, Armand Colin.
- Ghiglione R., 1989, *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*, Paris, Armand Colin.
- Goffman E., 1974a, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit.
- Goffman E., 1974b, *Frame analysis*, New York, Haper Colophon Boohe.
- Guimelli C., 1999, *La pensée sociale*, Paris, PUF.
- Hagège C., 1985, *L'homme de paroles*, Paris, Fayard.
- Le Bart C., 1992, *La rhétorique du maire-entrepreneur*, Paris, Pédone.
- Le Bart C., 1998, *Le discours politique*, Paris, PUF.
- Mutz D.C., 1998, *Impersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, New York, Cambridge University Press.
- Norris P., 2000, *The Virtuous Circle : Political Communications in Post-industrial Societies*, New York, Cambridge University Press.
- Pêcheux M., 1990, *L'inquiétude du discours*, Paris, Éd. des Cendres.
- Rocard M., 1987, *Le cœur à l'ouvrage*, Paris, Odile Jacob.
- Wolton D., 1989, « Communication politique : construction d'un modèle », *Hermès*, 4, « Le nouvel espace public ».
- Wolton, Dominique, 1989, « Communication politique : les médias, maillon faible de la communication politique », *Hermès*, 4, « Le nouvel espace public ».